CCI AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

En partenariat avec

MEDEF Auvergne Rhône-Alpes

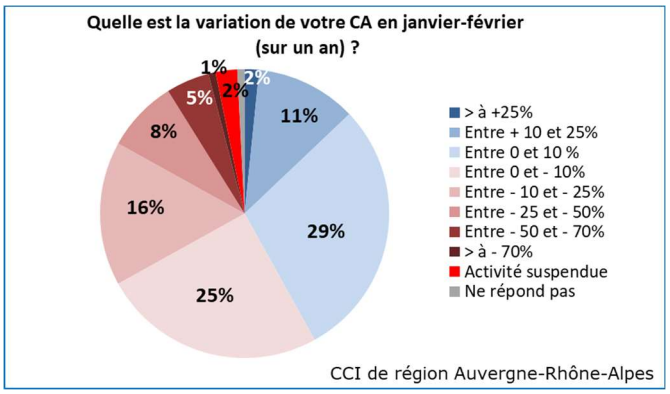
cpme AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

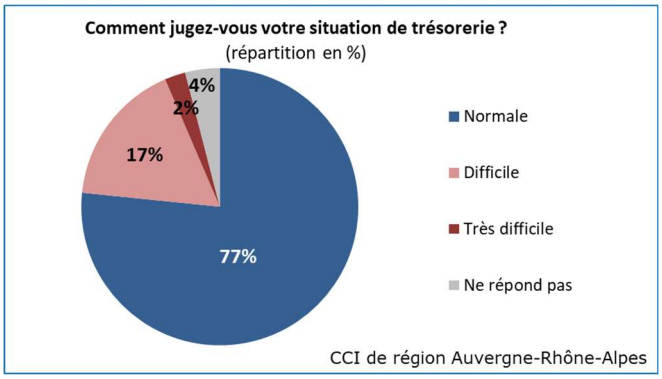
#9 / SITUATION DEBUT MARS 2021

Observatoire économique Crise COVID-19

Cette note analyse les réponses de **124 dirigeants d'entreprises, membres élus des CCI** d'Auvergne-Rhône-Alpes, à une enquête sur les conséquences économiques de la crise Covid-19. 49 dirigent une entreprise industrielle, 41 sont des prestataires de services et 34 des commerçants. L'enquête a été menée du **2 au 8 mars 2021**.

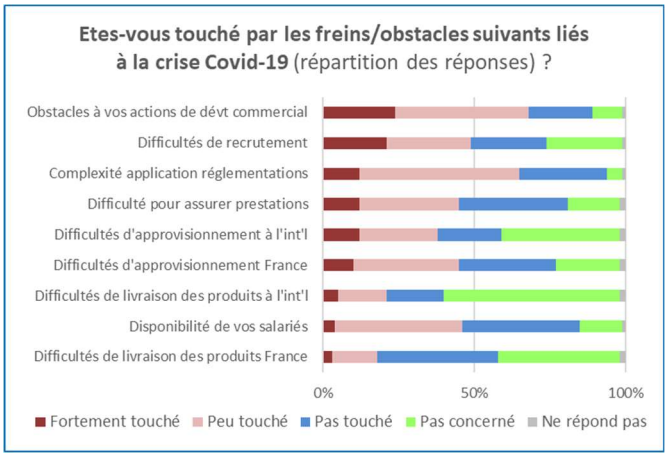
L'activité demeure en retrait par rapport à la période avant la crise Covid. **Pour janvier-février, une majorité d'entreprises a ainsi encore enregistré un recul du chiffre d'affaires sur un an**. 22 % des entreprises se disent en activité réduite, la proportion étant la plus élevée dans les services. 42 % des entreprises annoncent néanmoins une hausse de chiffre d'affaires, soit une part plus élevée qu'à l'automne. Un commerce sur deux déclare une progression. Pour 13 % des répondants, la hausse sur le bimestre est supérieure à 10 %. **7% des entreprises se disent en suractivité**, soit une part en progression de 3 points en trois mois. C'est dans l'industrie et le commerce qu'on trouve des entreprises dans cette situation.





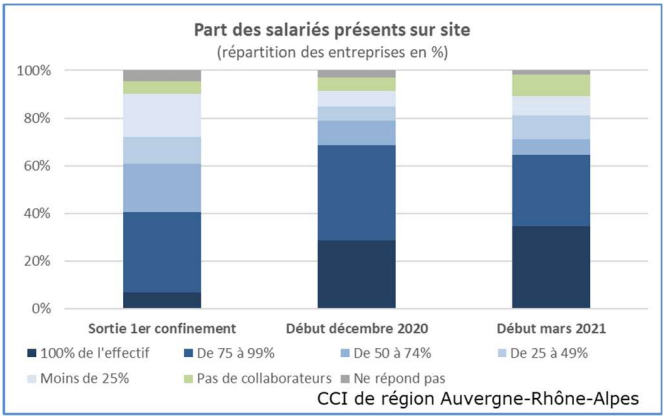
Près de **20 % des entreprises disent rencontrer des difficultés de trésorerie**, soit un recul de plus de 10 points par rapport à la situation de début décembre, au moment de la réouverture des commerces dits non essentiels. C'est effectivement dans le commerce que le repli est le plus sensible. Un tiers des entreprises de services rencontre des difficultés de trésorerie. Tous secteurs confondus, dans 8 cas sur 10, **l'insuffisance de chiffre d'affaires** est une cause de difficultés. La 2e cause la plus fréquente est l'**allongement des délais de règlement**. Les difficultés de trésorerie liées au **financement de la croissance de l'activité** sont plus nombreuses qu'à l'automne.

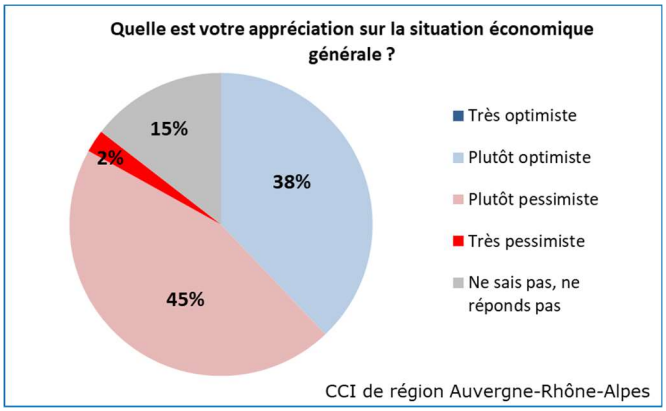
En trois mois, les principaux freins rencontrés par les entreprises ont peu évolué. La moitié ou plus des répondants sont freinés dans leurs **actions de développement commercial**, font face à des **difficultés de recrutement** ou considèrent que **l'application des réglementations liées à la crise sanitaire est complexe**. Les **difficultés d'approvisionnement sont plus fréquentes** ; des entreprises signalent l'indisponibilité de matières plastiques ou de composants électroniques. La hausse du coût de certaines matières premières est aussi pointée. Les obstacles à la mobilité internationale sont toujours mentionnés, pour des actions de développement, mais aussi pour des besoins de maintenance.



Le **niveau de télétravail apparaît un peu plus élevé qu'il ne l'était début décembre** : 71 % des entreprises ont au moins 50% de leur effectif en présentiel alors qu'elles étaient 79 % au sortir du 2e confinement. Dans les services, cette part s'établit seulement à 62 %.

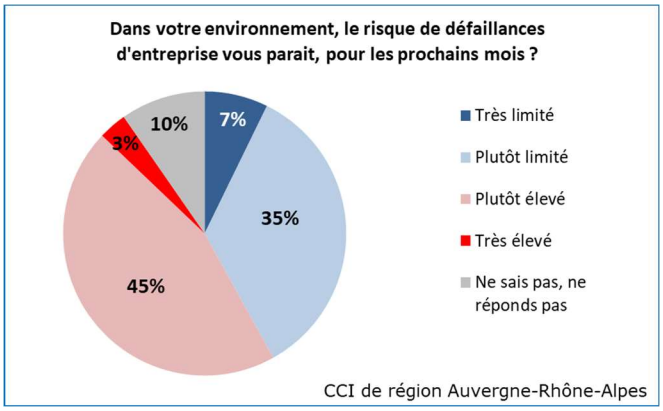
4 % des entreprises se disent fortement touchées par des **problèmes de disponibilité de leurs salariés** et 42 % le sont un peu. Cette problématique concerne d'abord l'industrie ; la part des entreprises industrielles fortement touchées atteint 10 % et 53 % le sont un peu.

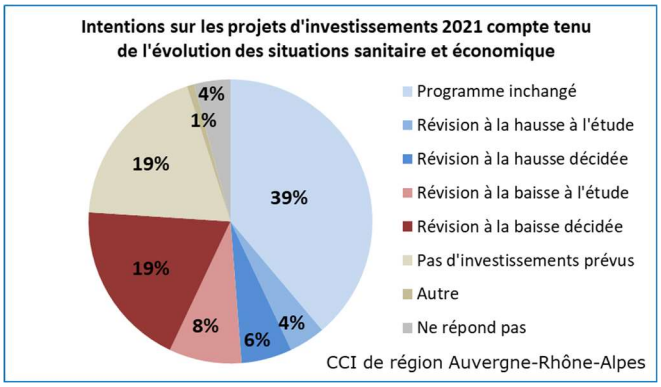




Les **appréciations sur la situation économique générale apparaissent différenciées** : 45 % des répondants se disent plutôt pessimistes alors que 38 % sont plutôt optimistes. Le niveau des non réponses (15 %) est relativement élevé, ce qui peut traduire un manque de visibilité. Alors que le début d'année a été plutôt difficile pour eux, les services apparaissent les mieux orientés avec plus d'un chef d'entreprise sur deux qui se dit plutôt optimiste. C'est dans le commerce que les appréciations apparaissent les plus différenciées. Ce constat se retrouve pour la perception de la consommation des ménages : **44 % des entreprises qui dépendent de cette consommation la trouvent plutôt soutenue et 48 % la trouvent plutôt pas soutenue.**

Pour cette édition de l'observatoire, les chefs d'entreprises ont été interrogés sur leur **perception du risque de défaillances d'entreprise** dans leur environnement économique. Là encore, les résultats apparaissent **plutôt différenciés**. 45 % des répondants considèrent qu'il est plutôt élevé et 35 % qu'il est plutôt limité. C'est pour les chefs d'entreprise du commerce et des services que le niveau de risque apparaît le plus élevé, avec plus de 50 % des répondants qui évoquent un risque plutôt élevé ou très élevé. Dans l'industrie, ce niveau est moindre.





Les **programmes d'investissement 2021 connaissent des évolutions**. Pour les entreprises ayant prévu d'investir, si pour une moitié le programme est inchangé, pour l'autre moitié une révision a été décidée ou est à l'étude. Et **quand il y a évolution, c'est plus fréquemment à la baisse qu'à la hausse** ; 19 % des entreprises disent notamment avoir décidé une révision à la baisse de leurs projets d'investissement en 2021 compte tenu de l'évolution des situations sanitaire et économique. On peut néanmoins aussi constater que malgré le contexte d'incertitude, 10 % des entreprises évoquent une révision à la hausse.